

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

Talc Morhange

## LES FAMILLES DES VICTIMES S'INDIGNENT

En août 1972, éclatait au grand jour l'affaire du talc Morhange. Ce produit vendu pour la toilette des nourrissons s'avérait très dangereux. Deux cent six bébés étaient victimes de maladies graves dues à l'emploi de ce talc. Trente-six en mouraient et huit sont atteints de séquelles graves.

Des expertises effectuées en 1972 révélèrent que ce produit contenait une proportion trop élevée d'une substance chimique : l'hexachlorophène. Une enquête était ouverte qui traînait en longueur. Le 10 décembre 1976, neuf experts déposèrent leur rapport au tribunal. Entre temps, plusieurs inculpations étaient prononcées dont celle du PDG de la société Givaudan-France qui fabriquait l'hexachlorophène. Ce PDG, Hubert Flahaut,

déposait aussitôt une demande en nullité de l'expertise et une contre-expertise. Le 10 novembre 1977, la Cour de cassation rejetait le pourvoi du PDG, et ordonnait que « la procédure soit continuée conformément à la loi ».

Les familles des victimes malgré les promesses de la justice, on fait le lundi 13 février une déclaration indiquant que « l'affaire semble s'enliser et qu'aucun indice de procédure n'est en vue ». Le Garde des Sceaux s'il semble pressé de faire condamner des innocents comme c'est le cas pour le procès des fouilles de voitures, l'est beaucoup moins quand il s'agit de hauts personnalités tels que ceux qui sont au centre des drames du CES Pailleron ou du talc Morhange.



### ●URSS

#### Une ouvrière internée pour vouloir créer un syndicat non officiel

Varvara Koutcherenko, est une ouvrière appartenant au groupe qui veut créer un syndicat indépendant en URSS. Elle réside à Makhatkhalà dans le Caucase du Nord et est internée à l'hôpital psychiatrique numéro 13 de Moscou.

Le Comité d'études de l'usage abusif de la psychiatrie a demandé dans une lettre au directeur des services psychiatriques de Moscou la libération immédiate de Mme Koutcherenko.

La raison de l'internement de l'ouvrière est qu'avoc plusieurs autres ouvriers, de différentes régions du

pays, elle avait pris récemment contact avec des journalistes occidentaux pour leur annoncer le désir d'un certain nombre d'ouvriers et d'ingénieurs de créer un syndicat non-officiel. Ceci leur permettrait, avaient-ils déclaré, de lutter contre les licenciements abusifs.

La plupart des animateurs de ce groupe, dont Mme Koutcherenko, ont affirmé avoir eux-mêmes perdu leur travail pour avoir critiqué la direction de leur entreprise, notamment en ce qui concernait les mesures de sécurité.

### ●CES-Pailleron

#### Grève scolaire pour sa reconstruction

Les parents et enseignants du CES Pailleron (Paris 19e) ont organisé mardi une journée de grève scolaire pour exiger la reconstruction de l'établissement.

Depuis l'incendie qui a détruit le CES en février 1973 les élèves ont été répartis dans six établissements du quartier ainsi que dans des

barraquements provisoires. Dans un communiqué les parents et enseignants déclarent : « les conditions de travail des enfants sont déplorablement... On craint aujourd'hui que le CES ne soit jamais reconstruit et que les autorités ne cherchent à faire disparaître jusqu'au nom même de Pailleron, témoin gênant des fautes passées. »

union  
ouvrière et paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne

Meetings régionaux

Le 26 février

Paris de 14h à 18h salle A de  
la Mutualité (Rue St-Victor)

Rennes de 14h à 18h  
Pavillon des Lices

Lille à 20h, salle du  
Conservatoire, place du concert

Editorial

Syndicats

#### Séguy-Maire en campagne

La question du rapport entre les syndicats et les partis vient de connaître quelques rebondissements avec les prises de position de leurs principaux leaders ; Séguy a appelé très clairement à voter pour son parti, le PCF, et Maire a appelé à voter pour les partis qui vont dans le sens de l'« unité de la gauche, de l'union des forces populaires » : on sont exclus les mouvements d'écologistes, de régionalistes, de gauchistes, de femmes qui ne se désistent pas au second tour pour la gauche ; quant au PCF, responsable de la rupture et qui n'a pas encore pris d'engagement de « discipline républicaine » pour le second tour, il n'est pas le meilleur non plus !... Voyez ce qui reste !

Il s'agit donc d'une campagne pour que les voix des travailleurs, en particulier ceux qui comptent d'abord sur la lutte, n'aillent pas s'égarer ailleurs !

De plus, le PCF et le PS, dans la bataille qui les opposent sont forcément conduits à se faire soutenir par des organisations telles que les syndicats et à jouer de l'influence qu'ils y ont, Séguy ne fait pas autre chose quand il déclare à la revue patronale l'« Expansion » qu'en cas de victoire de la gauche : « On pourra faire l'économie de la plupart des conflits sociaux » à condition toutefois que les exigences en ministères et nationalisations du PCF soient satisfaites. Dans les autres cas (victoire de la droite ou PS seul), la CGT sera dans l'opposition (« Le Monde »).

C'est bien encore le jeu des partis quand Séguy clame qu'il y a rapprochement entre CGT et CFDT et qu'il espère que cela se traduira par un « constat de convergence » ... ce que Maire refuse de son côté !

Bref, ces messieurs en font assez pour que « leurs » syndicats trempent à fond dans les combines électorales pour piper au maximum les voix des travailleurs. Tout cela est la répercussion au niveau des directions syndicales de la dispute PC-PS.

Que des dirigeants syndicaux agissant conformément aux projets politiques ou orientations des partis de leur choix ne nous surprend pas. Le fait qu'en général, ils s'en cachent et qu'aujourd'hui ils se proclament toujours plus attachés à l'indépendance de « leurs » syndicats est par contre significatif.

— D'une part, ils veulent interdire à quiconque (autre que leur propre parti) de se réclamer des syndicats en question.

— D'autre part, ils mesurent (comme nous-mêmes) la légitime inquiétude des travailleurs de voir leur syndicat si lié à des partis qui ont des chances de venir au gouvernement de la France toujours capitaliste.

C'est qu'en effet (et c'est bien le fond de la question) PC comme PS, unis ou divisés, n'ont d'autres projets que le maintien, sous forme même aggravée, du capitalisme.

C'est pourquoi les travailleurs, même si nombre d'entre eux votent pour eux, dans l'espoir de voir prises quelques mesures qui leur seraient favorables, n'ont pas du tout l'intention de laisser leur sort entre leurs mains, ni leurs syndicats !

La bataille pour l'indépendance de ces derniers à l'égard de tout parti bourgeois ne fait que commencer !

## ● Indonésie Cent étudiants arrêtés

Plus d'une centaine d'étudiants de l'Institut de Technologie de Bandung ont été arrêtés la semaine dernière et six d'entre eux ont été blessés à coups de crosse lors de l'intervention de l'armée sur le campus.

Ces étudiants protestaient par la grève des cours et de puissantes manifestations contre l'arrestation de certains d'entre eux, les 20 et 21 janvier derniers dans le cadre d'une « opération préventive » de la dictature.

La tension reste très forte dans toute la ville après ces affrontements. Mille hommes de troupe fortement armés continuent de patrouiller le long des accès à l'université. Les étudiants de quinze universités et grandes écoles de Bandung ont décidé la grève illimitée des cours pour obtenir la libération de leurs camarades de l'Institut de technologie.

Le puissant mouvement de la jeunesse qui se développe en Indonésie appuie les grèves et manifestations des travailleurs qui protestent contre la misère, l'étouffement des libertés et la poursuite de la guerre d'agression contre la République démocratique de Timor-Est à la veille de la farce électorale que Suharto a décidée pour le mois de mars prochain.

## ● Etats-Unis

# LES 160 000 MINEURS TOUJOURS EN GREVE

Les 160 000 mineurs de charbon de l'est des États-Unis sont toujours en grève. Ils en étaient, lundi, à leur 70e jour, la plus grande grève des mineurs connue jusqu'à présent aux USA. Pourtant, tous les bourgeois commencent à espérer : les négociateurs du syndicat UMW avaient conclu un accord avec les employeurs, accord qui prévoyait une augmentation substantielle des salaires et des avantages para-médicaux mais il prévoyait aussi des sanctions contre les grévistes sauvages, notamment à l'encontre des mineurs refusant de franchir un piquet de grève. C'est une clause que les mineurs refusent : dans les Appalaches, où les grèves sont fréquentes, le piquet de grève est sacré pour les grévistes.

Le conseil de négociation du syndicat a également attaqué l'accord conclu car il ne prévoyait pas de compensations pour la hausse du coût de la vie. Ce conseil, qui est composé de représentants des différentes régions, a voté, à 33 voix contre 3, contre cet accord.

Miller, le président du syndicat, n'avait pas assisté à la première réunion du



conseil, à la suite de l'accueil qu'il a reçu de la part des grévistes après l'annonce de ses propositions qui trahissaient leurs luttes. Des centaines de mineurs en colère étaient descendus des Appalaches pour protester contre les clauses antigrèves prévues dans l'accord, Miller fut hué, conspué comme il

le méritait.

Pour les patrons, le vent de panique souffle toujours plus alarmant. Les réserves de charbon se font rares, au mieux ils possèdent un stock leur permettant de tenir trois mois sans nouvel approvisionnement. Les centrales thermiques de certains États des USA ont

dû ralentir leur production, plusieurs autres usines travaillent au ralenti. A court de charbon, ce qui veut dire aussi à court d'électricité, c'est une situation catastrophique pour les capitalistes américains, c'est pourquoi une loi est prévue dans ce cas, loi Taft-Hartley que peut décider d'appliquer le gouvernement qui permet d'ordonner « légalement » aux mineurs de reprendre le travail pendant une durée de 80 jours.

Pour l'instant, Carter n'a pas pris cette mesure extrême qui risquerait d'engendrer une colère considérable dont il craint les

conséquences. Pour l'instant, il s'en tient à des mesures d'exception qui prévoient des transports d'urgence de charbon venant d'États moins touchés par la grève et la pénurie vers ceux qui vont manquer ou manquent déjà de réserves.

Cette grève de masse exemplaire que mènent, malgré la répression (il y a eu jusqu'à présent deux victimes), les mineurs montrent leur détermination en dépit des difficultés qu'ils rencontrent pour subvenir à leurs besoins et des trahisons de la direction du syndicat.

## Lettre ouverte

### Du comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France à «L'Humanité»

#### Extraits

Le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France constate, avec consternation, l'obstination de l'« Humanité » d'ignorer volontairement l'agression et l'invasion de grande envergure perpétrées par l'armée vietnamienne contre le territoire du Kampuchéa démocratique.

Dès le début, l'« Humanité » n'a pas pris en considération les déclarations du gouvernement du Kampuchéa démocratique dénonçant les actes d'agression et d'invasion de grande envergure de l'armée vietnamienne qui a pénétré profondément, jusqu'à 30 kilomètres, à l'intérieur de notre territoire et en plusieurs endroits le long de la frontière Kampuchéa-Vietnam.

Par contre, l'« Humanité » reproduit volontiers les déclarations du gouvernement de la « République socialiste du Vietnam » et appuie, avec zèle, les thèses calomnieuses vietnamiennes à l'encontre du peuple du Kampuchéa (...)

L'« Humanité » ne peut

pas ignorer la juste position du gouvernement et du peuple du Kampuchéa qui demandent clairement aux Vietnamiens de confirmer leurs « bonnes » paroles par les actes concrets. Mais, l'« Humanité » ne souffle mot de cette position juste et équitable du gouvernement et du peuple du Kampuchéa qui peut contribuer effectivement et concrètement à la recherche de la paix (...)

Est-ce une volonté délibérée de cacher la réalité des faits aux lecteurs de l'« Humanité » et de l'opinion publique éprise d'indépendance et de justice ? (...)

Dans ces circonstances douloureuses et difficiles, le peuple du Kampuchéa voit clairement qui sont ses véritables amis, qui sont ses ennemis.

M. Guyot tente de tromper délibérément l'opinion publique en essayant de séparer le Parti communiste du Kampuchéa du peuple du Kampuchéa. Dans son discours, M. Guyot distingue « les dirigeants » et

« le peuple » du Kampuchéa. Sur ce point, que M. Guyot consacre tout son temps à s'occuper de ses amis de la « République socialiste du Vietnam » !

Que M. Guyot sache que le peuple du Kampuchéa tout entier est uni fermement et profondément avec le Parti communiste du Kampuchéa. C'est grâce à la direction juste et clairvoyante du Parti communiste du Kampuchéa que le peuple du Kampuchéa tout entier a remporté la victoire éclatante, totale et définitive, le 17 avril 1975, sur l'impérialisme américain et ses valets et cela, sans négociations ni compromis.

Après cette date historique, M. Guyot n'ignore pas que le peuple du Kampuchéa, sous la direction juste et clairvoyante du Parti communiste du Kampuchéa, a pu résoudre les problèmes fondamentaux en se basant sur le principe de compter principalement sur ses propres forces. Le redressement rapide sur tous les plans, politique, idéologique, organisationnel, éco-

nomique et social n'est plus un secret pour personne, même pour les ennemis irréductibles du peuple du Kampuchéa. Ces victoires éclatantes sont les résultats probants de la justesse de la ligne choisie par notre peuple. Ce sont aussi le résultat de la force d'union nationale et de l'identité de vue, tant sur la conception que sur la position de lutte contre tout ennemi agresseur (...)

Quant à la paix et les relations de « bon voisinage », tant ressassées par les dirigeants vietnamiens pour tromper l'opinion publique et dont parle M. Guyot, nous disons que c'est un écran de fumée. (...)

Dimanche dernier, les dirigeants vietnamiens feignent de proposer « les négociations en trois points » avec le Kampuchéa démocratique, tout en lançant des attaques d'invasion contre notre territoire. Cette proposition n'a qu'un seul but de propagande en vue de tromper l'opinion internationale et duper le Kampuchéa démocratique (...)

## ● Italie

### Le PCI pour un gouvernement de techniciens compétents

La semaine dernière, le parti révisionniste d'Italie a pris la décision de ne plus réclamer des places au prochain gouvernement et de soutenir un « pacte d'urgence », c'est-à-dire une politique d'austérité.

Et pour appliquer cette politique, il réclame que soit constitué un gouvernement de ministres « techniciens », n'appartenant à aucun parti mais choisis en fonction de leur compétence. Macaluso, l'un des principaux dirigeants du PCI a expliqué samedi soir : « Les ministres ne doivent pas être tous automatiquement démocrates-chrétiens, ni choisis en fonction de leur courant d'idéologie ou parti, mais en fonction de leurs compétences techniques, de leur moralité, de leur loyauté vis-à-vis, de leur nouveau cadre politique ».

On croirait entendre Giscard. Ainsi, s'il y a la crise économique en Italie, c'est que l'État est mal géré. La responsabilité revient non pas au système capitaliste qui engendre lui-même les crises mais au personnel incompetent.

Les monopoles n'ont rien à craindre, leurs intérêts n'étant pas mis en cause, mais au contraire ils seront mieux mis en valeur.

Ce même samedi, Berlinguer, le secrétaire général du PCI, assistait à la cérémonie commémorative de la signature des accords du Latran entre le Vatican et le gouvernement italien. Ces accords, qui avaient pour but de régler le contentieux entre ces derniers, ont été signés en 1929 par Pie XI et... Mussolini. Jusqu'où dégèneront les dirigeants du PCI ?



La crise monétaire continue

**Inquiétude chez les capitalistes**

Denis Healey, Hans Matthöfer, Tatsuo Murayama, Michael Blumenthal, tels sont les noms (peu connus il est vrai) des quatre grands de l'économie capitaliste qui se sont réunis, dans le plus grand secret, avec Barre, ce week-end à Versailles. Ils représentent respectivement : l'Angleterre, l'Allemagne, le Japon et les USA. Lundi, à Bâle, se sont réunis les gouverneurs des banques centrales des principaux pays qui ont ausculté les monnaies faibles.

C'est que l'on s'agit beaucoup dans le petit milieu spécialisé de la haute finance. On craint une nouvelle baisse du dollar, ce qui inquiète tout autant les monnaies fortes (mark et yen) que les monnaies faibles (dont le franc), toutes liées au dollar à des titres divers.

mesures de « solidarité ». Les capitalistes se serrent les coudes face à la crise. C'est ainsi que les banques centrales ont, sans doute, dû décider de soutenir la Banque de France, notamment en l'approvisionnant en devises fortes.

**LES SPECULATIONS POLITIQUES**

Barre veut faire porter le chapeau par la gauche : le patronat serait effrayé de la perspective d'un gouvernement de gauche, d'où spéculation. Mitterrand et Marchais veulent faire porter le pompon à Barre : ce serait la campagne de la droite contre la gauche qui créerait un climat de panique, d'où spéculation.

Au fond, c'est une manière bien commode pour les leaders de gauche comme de droite de tirer la couverture à eux et surtout d'éviter le fond du problème. Le fond du problème, c'est la crise mondiale du capitalisme, qu'au fond aucune politique, ni de gauche ni de droite, ne réussit à contrôler aujourd'hui.

**LA CRISE DU FRANC CONTINUE**

Depuis le début des attaques spéculatives plus fortes, c'est-à-dire depuis le 30 janvier dernier, la dépréciation du franc par rapport au dollar a été de 3,6 %, vis-à-vis du franc suisse, elle a été de 4,7 % et de 3,9 % par rapport au mark allemand.

La cause profonde de la baisse du franc, c'est bien la crise mondiale du capitalisme. C'est bien inquiets de ce processus de crise qu'ils ne contrôlent que très mal, que se sont réunis les représentants des grands États et des grandes banques capitalistes.

Leurs décisions restent secrètes, mais tout laisse à penser qu'ils ont pris des

● Puteaux (Hauts de Seine)

**La mairie ferme la maison des travailleurs immigrés**

La Maison des travailleurs immigrés de Puteaux fonctionne comme lieu d'alphabétisation et de rencontre. Elle a donné naissance au premier festival des travailleurs immigrés en 1975. En juin 1977, le groupe d'animation locale se constitue en association autonome : l'AMTIP (Association de la Maison des travailleurs immigrés de Puteaux).

Afin de répondre aux aspirations des travailleurs immigrés (alphabétisation et animation culturelle), l'association cherche et obtient le soutien des pouvoirs publics. Des cours d'alphabétisation sont faits ainsi que diverses activités culturelles. Vingt-cinq moniteurs y travaillent avec quatre-vingts immigrés.

Un projet, soumis aux fonds d'intervention culturelle, a été approuvé et financé par la séance interministérielle du 3 novembre 1977, sous réserve de l'accord du maire de Puteaux, M. Ceccaldi Reynaud. Or, la municipalité profitant du contexte général et du climat de racisme, mène depuis trois mois une attaque systématique contre l'école. Elle a d'abord repoussé le projet de subvention accordée par les fonds d'intervention culturelle. Puis, elle a décidé de fermer nos locaux pour de prétendues raisons de sécurité alors que ces locaux fonctionnent depuis huit ans. Depuis un mois, les locaux sont fermés. Cela a été fait sans le moindre délai. Les cours continuent dans un local de fortune.

L'objectif de la municipalité est de porter atteinte aux droits, à la culture et aux libertés de réunion et d'association des travailleurs immigrés et aussi français. Elle veut susciter un climat de peur pour venir à ses fins.

L'AMTIP déclare qu'elle ne cédera pas, que de nouveaux cours sont déjà projetés.

● Marseille

**Malgré le quadrillage policier**

**MANIFESTATION CONTRE LA PRISON D'ARENCE**

Légale ou illégale la prison d'Arrenc doit être fermée. C'est ce mot d'ordre que le Collectif Arrenc a voulu mettre en œuvre en appelant à une nouvelle marche contre la prison d'Arrenc alors qu'il est question que le pouvoir rende légal pour l'étendre la détention arbitraire des travailleurs immigrés.

Pour la troisième fois, la préfecture de Police des Bouches du Rhône a interdit une telle marche dans le centre de Marseille. Elle avait mis en place un quadrillage impressionnant visant à empêcher toute manifestation importante dans le centre-ville mais aussi à pouvoir intervenir en n'importe quel point en quelques minutes contre une tentative de rassemblement. Pour cela, outre la concentration habituelle de CRS et de gardes-mobiles, la ville était truffée de groupes mobiles de deux à trois cars... un dispositif peut-être moins impressionnant mais aux mailles plus fines.

**MEETING CONTRE LA PRISON D'ARENCE**

Organisé par le Collectif Arrenc, ce meeting était ouvert par le juge Beaudot, membre du Syndicat de la Magistrature, qui déclarait : « Les séquestrations arbitraires à Arrenc et maintenant à la prison des Baumettes ne peuvent nous laisser indifférents ». Un représentant des travailleurs immigrés dénonçait l'oppression et l'exploitation dont ils sont l'objet et proclamait : « Quelles que soient les municipalités, de droite ou de gauche nous lutterons contre toutes les mesures qui visent les travailleurs immigrés et divisent les travailleurs français et immigrés. » Car, rappelons-le, c'est à Marseille, municipalité aux mains du PS et de la gauche que se trouve ce symbole des prisons clandestines et

de l'arbitraire que représente Arrenc. Le Collectif Arrenc appelait ensuite les participants à continuer partout la lutte.



de l'arbitraire que représente Arrenc. Le Collectif Arrenc appelait ensuite les participants à continuer partout la lutte.

**ECHEC AU QUADRILLAGE**

Malgré le quadrillage policier, deux manifestations parvenaient à se former et à se rejoindre pour parcourir une partie de la ville en périphérie. Les CRS et les gardes-mobiles intervenaient rapidement pour matraquer la queue du cortège gros d'un millier de personnes, mais l'objectif recherché par le Collectif Arrenc, était atteint. « Les manifestants ont montré que le quadrillage policier n'entamait pas leur détermination » pou-

vait-il déclarer. Cette volonté des travailleurs français et immigrés de renforcer leur unité face à la répression, est particulièrement importante au moment où Stoléro s'en prend ouvertement au

Comité de coordination des travailleurs des foyers Sonacotra qui constitue l'un des points forts de la lutte des travailleurs immigrés et de l'unité de la classe ouvrière de France.

L'affaire Guemann

**Déclaration du Syndicat de la Magistrature**

A la suite de la proposition de sanction de la commission de discipline du parquet, le Syndicat de la Magistrature a déclaré « avoir appris avec stupeur que la commission de discipline du parquet avait proposé la mutation de Monique Guemann, accompagnée d'un abaissement d'échelon, véritable peine d'amende. Pour de très nombreux magistrats, cette date restera un jour sombre.

« La décision de sanction signifie que la liberté de parole du magistrat du parquet n'est plus assurée lorsqu'il critique un acte de gouvernement qui porte atteinte aux libertés et qu'on voudrait réduire le rôle à un simple agent de l'exécutif.

« Sans la liberté des juges, que deviendrait celle des citoyens ? »

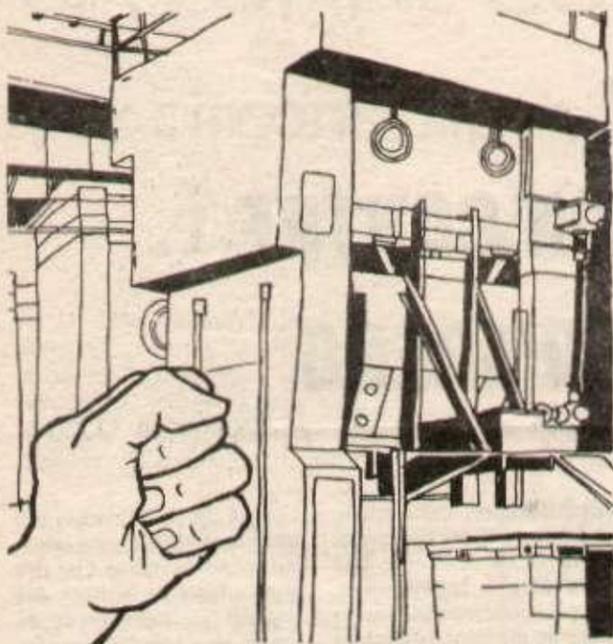
Dans une entrevue accordée à l'un de nos journalistes, récemment M. Blanchard, président du Syndicat de la Magistrature, avait déclaré à propos de l'affaire Monique Guemann : « On peut émettre l'hypothèse que la crise est une occasion pour le pouvoir de la mise

en place de nouvelles formes et méthodes de gouvernement. Si le pouvoir se propose de faire passer des lois dangereuses pour les libertés, c'est en vue d'une application concrète. Il doit donc être sûr que la magistrature les appliquera et qu'il vaut mieux ne pas laisser se développer, dans la magistrature, une contestation. Ceci explique la recrudescence de la répression. Le Syndicat de la Magistrature n'est pas vieux, il est né en 1968, jusqu'en 1974, il n'y avait pas eu pratiquement de répression. Toute la répression que nous avons subie commence en 1974. La dernière en date est relativement grave puisqu'elle s'attaque à la prise de parole d'un magistrat alors que la parole du ministère public est libre. Il s'agit de Monique Guemann qui avait pris la parole pour soutenir le droit à la défense et qui a été suspendue immédiatement sans décision motivée. Ainsi, le gouvernement se permet de suspendre impunément n'importe quel magistrat qui prendra la parole de façon déplaisante pour le pouvoir ».

**LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG**

« Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte ».

Extrait de « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e.



●Loeb-Hem  
(près de Roubaix)

## «Nous garderons notre emploi»

Depuis leur assemblée générale du 31 décembre, à Loeb, une entreprise de coffrages métalliques (pour le bâtiment), les 45 ouvriers occupent organisés autour de leurs sections syndicales CGT-CFDT.

Il n'y a que les cadres, les chefs, les employés de hauts salaires qui ne suivent pas le mouvement. Ils sont 45 à occuper, jour et nuit, se relayant en trois équipes.

Loeb en 73 avait déjà licencié. En 1974, il récidive et dépose son bilan: Il finit par trouver de l'argent, et l'entreprise repart; les bénéfices continuent d'augmenter. Loeb est costaud: il a des bureaux un peu partout en Europe, une entreprise en Suisse, dit-on. En tout cas de l'argent il n'en manque pas et même la voiture de sa femme est immatriculée « Monaco ».

Charpentier, l'autre directeur, s'est joint à lui en début d'année. Lui aussi, est P.D.G., ailleurs, d'entreprises qui sont maintenant en faillite. On imagine aisément le trafic de capitaux, de stocks, que cela permet. On revend deux fois des matières premières, on détourne de l'argent d'une caisse pour en mettre dans une autre. Les Frères Schlumpf à Defrenne se sont déjà illustrés dans ce genre de manœuvres.

Et encore, comme les anciens disent on ne sait pas tout.

« Et quand ça sent le brûlé, on dépose le bilan et, on fout le camp, en Suisse, par exemple ». « Une vraie mafia », dit un autre.

Les patrons en profitent pour placer quelqu'un de la famille ou des amis: un directeur commercial qu'on ne verra jamais, un chef d'atelier qui ne sert à rien et ces gens-là sont payés plus d'un million par mois!

L'entreprise, cette dernière année a marché à fond: « Ils ont au moins triplé le chiffre d'affaires » et les commandes, ça ne manquait pas!

Mais voilà, le stock de matières premières est liquidé. Alors il faut déposer le bilan: « Le patron s'en fout, comme il dit, lui, n'est pas salarié: il se paye tout seul! »

Les ouvriers refusent cette décision: « Nous, on ne doit pas payer les pots cassés. On veut garder notre emploi. » « Que le syndic trouve un acquéreur, qui nous embauche tous, nous les occupants! »

Ainsi, dans leur lutte déterminée, les travailleurs de Loeb rejoignent ceux de Defrenne et de Stein, qu'ils ont d'ailleurs rencontrés la semaine dernière.

Vive la lutte des travailleurs de Loeb.

Du travail pour tous! Non aux licenciements! Banquiers! Patrons! La crise, c'est à vous de la payer! C'est pas aux ouvriers.

Parlez de cette lutte autour de vous, dans vos sections syndicales.

Faites parvenir votre soutien.

Correspondant Roubaix. Après discussion avec les travailleurs occupants de Loeb.

Depuis trois mois la direction du CHR projetait de changer les horaires du personnel soignant. Augmentation d'horaires de nuit (11 H au lieu de 10 H) - création d'une pause obligatoire de 3/4 d'heure qui imposait 8 H.30 de présence à l'hôpital au lieu de 8 H. avec 1/4 d'heure de pause - remise en vigueur d'horaires dit de « coupe » (9 H. 30 - 14 H. - 16 H. 19 H. 30), qui avait été abolie depuis plusieurs années. Ce projet avait

Le 7 février, 450 grévistes se sont rassemblés dès 9 heures et ont manifesté en ville et dans l'hôpital pour appeler leurs collègues réquisitionnés abusivement par la direction à rejoindre la grève l'après-midi.

Depuis trois ans, il n'y avait pas eu de grève aussi massive (450 grévistes, plus 150 réquisitionnés) ni aussi combative car on sentait bien que la grève aurait été reconduite tant qu'il n'y aurait pas eu satisfaction.

Les délégués s'étaient donnés une heure pour négocier les revendications avec la direction. Au bout d'une heure, le personnel a envahi les couloirs en exigeant des résultats. Devant le rapport de force, la direction céda et annula ses projets. Sur la lancée de cette

victoire, considérant que le mouvement de grève était légitime le personnel exigea le paiement de la journée de grève. Sous la pression de la base les délégués syndicaux sont repartis négocier; devant le refus de la direction, les grévistes envahissent les bureaux et refusent de les quitter tant qu'ils n'ont pas obtenu satisfaction. Au bout de deux heures d'occupation, trois commissaires de police arrivent et menacent de faire évacuer les locaux si le personnel persiste dans la séquestration. La situation était gênante pour les directeurs qui avaient peur que l'intervention de la police ne fasse un scandale dans l'hôpital et jette de l'huile sur le feu. Prévenu par le préfet, le maire

pour but d'économiser le personnel, c'était un plan d'austérité!

Deux assemblées générales ont eu lieu, convoquées par les sections syndicales CGT - CFDT.

Les travailleurs très hostiles aux projets de la direction qui aggravaient leurs conditions de travail ont voté massivement la grève.

socialiste de Rennes et président du conseil d'administration du CHR, arrive sur les lieux. Il exige tout d'abord que la cinquantaine de grévistes qui restaient rentrent chez elles (il organiserait des négociations le lendemain). Conscients que le paiement de la journée de grève ne pouvait s'obtenir que le soir même ou jamais, les grévistes refusèrent de quitter l'hôpital. Mettant le maire au pied du mur, certains grévistes le somment d'agir en faveur de la revendication puisqu'il se proclame socialiste. A un mois des élections et craignant par-dessus tout l'intervention de la police, il accepta bon gré mal gré d'aller discuter avec la direction; au bout de cinq minutes le personnel obtenait satisfac-

tion. La journée de grève était payée.

Depuis plusieurs mois, la direction accentuait la répression et les mesquineries pour imposer l'austérité. La rancœur accumulée s'est traduite par la hargne et la détermination des grévistes.

C'est pourquoi cette victoire est doublement importante:

- La revendication est obtenue.

- Cette lutte a montré à tous qu'il est possible de faire reculer la direction pourvu que les travailleurs soient unis et déterminés.

- Le lendemain, le moral et la bonne humeur régnaient dans tous les services.

Correspondant CHR Rennes.

### Coordination des lycéens

Mercredi 15  
février à 15h  
sur le parvis

de Jussieu

CONTRE LES SUP-  
PRESSIONS DE  
CLASSE

CONTRE LES SUP-  
PRESSIONS DE  
POSTE

### Films chinois à Paris

Studio St Séverin - 12 rue  
Saint Séverin - 5e (métro  
St Michel)  
Samedi et mardi: LES  
FLEURS ROUGES DE  
TIENCHAN  
Dimanche: LE TORRENT  
DE LA REVOLUTION  
Vendredi et lundi: LE DÉ-  
TACHEMENT FÉMININ  
ROUGE

### ●Prouvost-Masurel (Nord)

## On licencie!

Le trust Prouvost-Masurel restructure ses entreprises. Il rentabilise au maximum ses unités de production et supprime celles qui font baisser ou stagner le taux de profit.

Les marxistes-léninistes proposent aux ouvriers de se battre classe contre classe. Ils désignent clairement la cible: les patrons et leur État, les banques qu'ils gèrent et qui les appuient.

Ces capitalistes, mangeurs d'hommes, divisent pour régner: jeunes contre vieux, femmes contre hommes, Français contre immigrants.

Face à ces divisions, les ouvriers doivent s'unir sans distinction de race, hommes et femmes tous ensemble contre les capitalistes. Car, unis à la base et dans l'action, les ouvriers sont forts et peuvent mieux résister aux capitalistes.

Cette unité doit s'étendre à tout le trust qui cherche à faire de Roubaix un désert (en supprimant le secteur fil industriel).

Cette unité doit s'étendre à toute la population

de Roubaix-Tourcoing, aux femmes qui sont obligées de rester à la maison parce qu'il n'y a plus de boulot, aux petits commerçants des quartiers populaires, ruinés par la misère des ouvriers.

Voilà quelques aspects des propositions des marxistes-léninistes. Mais le trust profite particulièrement de la période électorale pour licencier. Pourquoi?

Parce qu'à l'image de la grève des PTT, les directions syndicales font tout pour faire taire les ouvriers à l'approche des élections. Il faut que le climat social

soit calme pour que la gauche en profite. Alors, les patrons sont heureux. Ils jubilent et frappent à coups redoublés.

Les directions syndicales appliquent une ligne qui sert au mieux les intérêts des capitalistes. Ils sont objectivement, de par cette ligne, des agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. C'est pourquoi il faut aussi les affronter pour espérer triompher dans la lutte contre les licenciements.

D'après correspondant HR.

### Combien de licenciés ?

TOURCOING: 150 («reclassés» à La Lainière de Roubaix).

ROUBAIX: 143 mises à la retraite anticipée (59 ans) (licenciements déguisés).

FOURMIE: 102 licenciements.

TOURCOING: à la JAF: 20 licenciements.

Nouvelles restructurations prévues à Tourcoing, à la JAF, chez Rodier, Stemni (Cambrai et Elbeuf). Depuis février 1977: 1 000 licenciements chez Prouvost-Masurel.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Nous avons annoncé dans notre édition du journal de mardi que nous passerions un éditorial commentant la résolution issue du 3e Congrès du PCMLF.

## Les travailleurs contre la politique nucléaire de la bourgeoisie

Les luttes ouvrières et populaires contre la politique nucléaire de la bourgeoisie se sont considérablement développées ces dernières années. Travailleurs du nucléaire, petits paysans expropriés, population avoisinante, des couches diverses et étendues du peuple sont entrées en mouvement contre cette politique qui amène inévitablement la bourgeoisie à s'opposer à leurs intérêts pour des raisons de profits. 50 000 personnes à Malville pour soutenir la population locale contre le projet Super-Phénix, c'est dire l'audience de ces luttes.

Or, que constatent les travailleurs au cours de ces luttes. Quand ils protestent contre la politique du profit menée au détriment de leur santé, de leur sécurité, de leurs moyens de subsistance, l'Etat capitaliste intervient contre eux avec une grande brutalité : il prépare la répression en installant sur place des casernes de CRS, il l'organise en appelant même au besoin l'armée à la rescousse, il fait traîner en justice des travailleurs dont le seul crime est d'avoir voulu défendre leurs intérêts légitimes. Lors des affrontements de Malville suscités par l'attitude provocatrice du préfet de l'Isère il y a eu plusieurs centaines de blessés, un mort et des blessés graves. Eh bien Giscard lui-même et son Premier ministre Barre qui affectent de se donner des airs libéraux et paternels en d'autres occasions, ont tenu à approuver publiquement leur préfet.

C'est également au cours de ces luttes que des travailleurs, en grand nombre, dans les villes comme à la campagne, sont amenés à démasquer les partis de gauche. Le PCF est absent de ces luttes ou n'hésite pas à s'y opposer frontalement ; et que propose-t-il pour toute solution : nationaliser les trusts nucléaires alors que la population a déjà jugé sur pièces de l'attitude de l'EDF, trust pourtant nationalisé depuis longtemps et qui joue bien pourtant un rôle particulièrement antipopulaire en tant que promoteur des grands monopoles de cette branche. Malgré toute sa démagogie et ses belles phrases sur la démocratie, le PS lui aussi se démasque sur le terrain. Ainsi, ces luttes indispensables pour préserver les intérêts des travailleurs, jouent également un rôle non négligeable dans la prise de conscience qu'elles permettent vis-à-vis de la bourgeoisie de droite comme de gauche, à la ville comme à la campagne.

C'est pour toutes ces raisons que les marxistes-léninistes y accordent une grande importance. Tout en soutenant et en participant aux justes luttes de masse, ils s'efforcent de contribuer à ce qu'elles soient orientées vers la bonne cible, la politique nucléaire de la bourgeoisie et non pas seulement la droite comme le voudraient les dirigeants des partis bourgeois de gauche. Ils se livrent également à un travail de clarification politique fraternel au sein des milieux populaires où subsiste encore parfois l'illusion que c'est l'industrie nucléaire ou le développement industriel qui est en cause.

Les diverses pollutions et nuisances engendrées par toute production industrielle peuvent parfaitement être combattues. Ce qui est en cause, ce n'est pas la production, c'est le système productif, le régime capitaliste où les moyens de production appartiennent à une minorité exploiteuse qui s'en sert pour accumuler des profits sur le dos des travailleurs. La recherche du profit maximum, loi de ce système, se fait inévitablement au détriment de la santé et de la sécurité des masses populaires. C'est la raison objective pour laquelle la lutte contre la politique nucléaire de la bourgeoisie peut et doit rejoindre la lutte que mène la classe ouvrière pour renverser le capitalisme par la révolution prolétarienne et instaurer le socialisme où la production sera placée toute entière au service du bien-être du peuple.

### ● REIMS

Réunion-débat organisée par l'Humanité rouge, le vendredi 17 février à 20 h 30, salle Armonville, 7, rue Armonville.

### ● CROIX (NORD)

Le théâtre du Printemps joue et chante « Octobre aujourd'hui » le dimanche 19 février à 16 h, à la MJC de Croix (Nord).

## La jeunesse dans la bataille

# « Nos intérêts sont ceux de la classe ouvrière »

« Les élections ? Mais en quoi cela nous concerne-t-il, nous les jeunes ? Jusqu'à 18 ans, le vote nous est interdit. Et après ? Beaucoup d'entre nous, en âge de voter, ne sont même pas inscrits sur les listes. D'ailleurs, qu'y pouvons-nous ? Et cela nous touche-t-il ? Certainement oui ».

Comme le déclare la Direction nationale de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (\*), il est vrai que beaucoup de jeunes ont du mal à se sentir concernés par les futures élections. Quoi de plus normal, en une période où, comme le dit le communiqué, « c'est le temps des promesses, des vœux pieux et des déclarations la main sur le cœur ». Rien de bien enthousiasmant en effet que les discours de Giscard ou de Mitterrand, les déclarations de Barre ou de Marchais.

Mais une autre politique est possible, une autre solution existe.

« Après les élections, qu'elle garde sa casquette

sur l'oreille droite ou sur l'oreille gauche, la bourgeoisie va continuer à tout faire pour que ce soient la classe ouvrière et les masses travailleuses qui paient la crise du capitalisme. Il s'agira encore et encore de se battre pour se défendre, préserver les avantages acquis, empêcher les licenciements (...).

« Et les tiraillements d'aujourd'hui, les rivalités entre telle famille et tel clan de la bourgeoisie, les menaces de telle fraction contre telle autre, sont annonciateurs de profonds remous politiques. Ces élections législatives peuvent accoucher d'une crise politique sans précédent depuis longtemps, et le soir du 19 mars

faire son entrée dans une situation explosive à plus d'un titre.

« Il faut se tenir prêts et préparer dans les luttes d'aujourd'hui les combats décisifs de demain qui construiront le socialisme véritable ».

Ne faisant confiance ni dans la droite ni dans la gauche, la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France appelle à soutenir l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne et à se rassembler autour de cette union lancée à l'initiative du Parti communiste marxiste-léniniste



de France (PCMLF) et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR ml) :

« Soutenir l'Union ouvrière et paysanne, se mettre aux côtés des ouvriers révolutionnaires, se rassembler autour d'eux, pour défendre nos intérêts économiques et sociaux, s'organiser et s'unir pour mener la lutte politique, voilà la tâche de la jeunesse ».

(\* Cette déclaration est parue dans le numéro de février de « La Jeune garde rouge ». Nous ne pouvons en publier ici que quelques extraits. Nous y reviendrons.

## Giscard aux jeunes :

### « vous êtes heureux ! »

« D'abord, dans votre grande majorité, vous dites que vous êtes heureux » a déclaré Giscard à une petite poignée de jeunes, triés sur le volet, qu'il a reçus à l'Élysée ce week-end.

Un million 600 000 chômeurs en France, 43 % d'entre eux sont des jeunes... sans doute heureux d'être chômeurs.

Toutefois, notre bon Giscard précise : « Je sais bien que certains connaissent des formes d'angoisse qui les mènent à la contestation ». Les jeunes, gars et filles, qui de plus en plus nombreux, participent aux luttes dans les usines, les écoles ou les quartiers seraient des... « contestataires angoissés ? ».

Non, Giscard, ce sont des milliers de jeunes qui en ont assez de la politique qu'on leur impose aujourd'hui et qui veulent que cela change.

### ● Essonne

## La candidate du PCF mal venue

Mireille Bertrand, candidate du PCF dans la deuxième circonscription de l'Essonne avait décidé de venir débattre avec nous, ouvriers d'International Harvester (Ris-Orangis) à la porte de l'usine.

Fait exceptionnel dont il faut souligner l'importance, la section de Ris-Orangis du PCF avait sorti deux tracts, alors que jamais cela ne lui était arrivé auparavant. Et que pensez-vous qu'il arriva, quand Mireille escortée d'une quinzaine de militants parue à la grille? le bide ! Les 400 travailleurs sont passés devant elle sans même s'arrêter une seconde. Tétue, au milieu de ce

raz-de-marée, notre petite politicienne, membre du bureau politique du PCF, clamait à tous les vents ( et il y en avait beaucoup ! ) qu'il fallait bien voter et qu'ainsi tout changerait.

Et quand l'usine fut déserte, la tête basse tout ce petit monde rentra les banderoles en écrasant une larme : il faudra attendre les prochaines élections pour la ressortir, vu qu'au fond elle ne sert qu'à cela. Il faut dire que les gars de l'usine en ont marre de tous ces discours sans fin des politiciens qui promettent, promettent...

(d'après des informations de notre correspondant dans l'usine)

### ● Corse

## Pas de candidature autonomiste

C'est à Abbazia, le 12 février, dans la plaine orientale de la Corse, que « L'Union du peuple corse » (UPC) a réuni ses militants. Les autonomistes voulaient ainsi fixer leur position pour les législatives. L'UPC a décidé de ne pas présenter de can-

didats et qu'elle « fera entendre la voix de la Corse » et dénoncera en particulier « l'action néfaste des chefs de clan ». Par contre l'ambiguïté vis-à-vis d'un vote éventuel pour les partis de gauche ( PS notamment ) n'a nullement été levée.

## La soupe à la grimace

A droite et à gauche, les coups bas et les crasses entre candidats d'un même parti se font de plus en plus sévères et provoquent des craquements.

C'est ainsi que la section d'entreprise universitaire de la Fédération du Bas-Rhin du PS a annoncé son autodissolution. Cette annonce, suit de quelques jours celle de la section PTT du même parti. Les deux sections d'entreprise que le PS possédait dans ce département, se sont auto-dissoutes à la suite de sanctions à l'égard de militants du CERES.

L'un des membres du CERES, sanctionné a indi-

qué sont intention de créer un nouveau mouvement « Initiatives socialistes en Alsace » qui prendra part à la campagne législative.

Du côté de la droite, les quatre membres du Conseil de Surveillance » du Figaro, viennent d'adresser une lettre à Hersant. Ils protestent contre l'utilisation du Figaro à des fins électorales (à Neuilly) pour soutenir la candidature de Hersant.

Dans le 16e, le député sortant du PR, Gilbert Gantier, s'est élevé contre la candidature dans sa circonscription de Griotteray qui a l'investiture du PR.

## Réunions publiques de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

### RENNES

Jeudi 16 février à 20 h 30  
Foyer du Jeune Travailleur  
11 rue Gros - Malhon  
avec la participation des candidats de la circonscription Rennes-Nord.

### TOURS

Le vendredi 17 février 1977 à 21 h  
au foyer de loisirs : « Le Belfroi » (avenue de l'Europe à Tours - 02).

sur le thème :  
- Travailleurs, n'attendez rien des élections  
- Ne comptons que sur nos luttes  
- Ni droite, ni gauche  
- Luttons classe contre classe  
- Pour la révolution prolétarienne  
Participation de la chorale « La barricade ».

DIJON : Le jeudi 23 février, à 20 h 30, au palais des congrès.

CHENOVE : Le vendredi 17 février, à 20 h 30, salle Jean XXIII.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## BAYONNE CÔTE BASQUE

(4e circonscription des Pyrénées atlantiques)

### *Au-delà des apparences, les dures réalités*

Pays basque : deux mots souvent synonymes de vacances, joie de vivre, danseurs colorés, exotisme... Mais pour nous, travailleurs, quand nous regardons en face ce pays que nous aimons, ce n'est pas avec ces yeux que nous le voyons. Derrière l'apparence, il y a les dures réalités de la crise, les fermetures d'usines, les longues files d'attente devant l'ANPE, la triste perspective de l'exode. L'industrie de pointe ou traditionnelle n'échappe pas à la crise.

#### Le secteur traditionnel

L'industrie de la chaussure est depuis longtemps en crise. Après s'être complètement effondrée à Hasparren, après la fermeture de Biarritz-shoes, en 1970, l'industrie mauléonnaise est durement touchée. Les travailleurs y connaissent une exploitation incroyable. Etchégoyen ne travaille que trois jours par semaine, Aguer deux jours, Scobac un jour, des menaces de licenciements chez Béguerie où un ouvrier touche pour 160 h la somme mirifique de 1 418 F ! A Saint-Jean-de-Luz, la pêche est pratiquement en voie de disparition. Le pêcheur ouvrier et artisan luzien (avec ses bateaux de 17 mètres, trois cents chevaux, datant des années 1950-1955) a des difficultés à rester dans la course. Rares sont ceux qui les ont amortis quand on sait qu'un filet est passé de quatre à quatorze millions d'anciens francs, alors que le prix du poisson n'a pas bougé depuis vingt ans.

Les pêcheurs, pour s'en sortir, sont souvent obligés de travailler à terre durant l'hiver. Aussi leur nombre a-t-il considérablement diminué (de 1 100 qu'ils étaient il y a quelques années, ils ne sont plus que 400). La recherche de la productivité et du profit maximum a conduit à l'utilisation de méthodes telles que le filet pélagique qui fait grand tort aux pêcheurs. Avec le pélagique, c'est la destruction de la faune et des espèces. Résultat : la baisse du prix de vente au quai, au détriment du pêcheur luzien qui ne peut pas s'aligner, travaillant dans des conditions très difficiles, étranglé par la pêche industrielle, de France ou d'ailleurs (Japon, URSS, Espagne).

Le secteur des travaux publics (le bâtiment) est l'un des plus touchés. Depuis la fin de Margeridon, les entreprises locales ne peuvent résister : 350 licenciements chez Daguerre, Darmendaritz, Delcampo, etc. Les grandes entreprises embauchent et licencient les travailleurs au rythme des chantiers. L'ouvrier du bâtiment trime dur pour un maigre salaire. Son sort, lié au contrat de chantier, est des plus précaires. Il est difficile de s'organiser pour la lutte. De lourdes menaces pèsent également sur la faïencerie de la côte basque.

Worms, après avoir éliminé les petits patrons charbonniers locaux, menace de liquider. A la Depex, on licencie 65 ouvrières après les avoir obligées à travailler 20 h par semaine.

#### Dans les secteurs de pointe

Existant pour la plupart après la fermeture des Forges de l'Adour au Boucau, la situation n'est pas meilleure. L'avenir est incertain dans la chimie, à Socadour et à Satec. Mais c'est surtout l'emploi de la métallurgie qui offre le plus d'inquiétude. Là, le capital monopoliste, assoiffé de profits, recherche la hausse de la productivité, automatise et donc n'embauche plus et même licencie.

Il restructure son appareil de production, envisage d'éliminer les secteurs les moins « rentables » et place ses billes ailleurs. Les fonderies de Mousserolles et l'aéronautique connaissent cette situation. Là, pour le moment, les capitalistes opèrent autrement que par des licenciements spectaculaires. Ils agissent plus sournoisement en comprimant les effectifs, freinant la mobilisation des travailleurs, ou par les

pré-retraites qui sont des licenciements déguisés, par le blocage des embauches (100 emplois supprimés en deux ans aux fonderies, mais aussi par la prolifération de l'intérim et des contrats temporaires ou des boîtes-pirates qui ferment une fois les bénéfices faits (Sudenco), par l'extension de la sous-traitance vers des petites boîtes où les travailleurs sont surexploités.

En plus, le problème du complexe de Lacq dont la fermeture de l'usine CDF-chimie à Mont, annonce le démantèlement. Quand on sait que la moitié du trafic du port de Bayonne en dépend, ainsi que le travail de 8 000 travailleurs de la chimie de la région paloise et des 40 000 qui en découlent.

#### L'agriculture aussi

Le capitalisme a pénétré l'agriculture du pays basque tardivement mais inexorablement, amenant avec lui son cortège de calamités. Après la guerre de 1940, il n'y avait que quelques tracteurs dans le pays et la plupart des fermiers pratiquaient la polyculture. Depuis ces dernières années, le capitalisme a mis les bouchées doubles en imposant une spécialisation plus accrue des régions (maïs, lait de vache et de brebis). Il a étranglé les petits paysans en amont et en aval par ses firmes et ses trusts agro-alimentaires. Il a développé ses coopératives au seul profit des gros paysans et des paysans moyens riches. Le Crédit agricole s'est généralisé, précipitant la ruine et le départ de nombreux petits paysans. Les plus touchés, ce sont eux. Aussi ces dernières années, l'exode vers les villes s'est-il amplifié et les exploitations sont sans suite.

Dans la zone de montagne qui

comprend les cantons de Tardets et de Baigorry dans leur totalité, et une partie du canton de Mauléon et de Saint-Jean-Pied-de-Port, la population a diminué de 25 % dans les vingt dernières années, 33 % des exploitations du canton de Saint-Jean-Pied-de-Port sont sans suite, 47 % dans celui de Baigorry, 31 % dans celui de Mauléon et 52 % dans celui de Tardets.

Notables et gros paysans contrôlent les organismes agricoles et para-agricoles. Les cumulards, spéculateurs fonciers sont à l'affût des terres et voudraient déjà voir morts et enterrés ces petits paysans qui s'accrochent obstinément dans ce coin de montagne. Les notables qui, par la corruption, contrôlent les organisations populaires dont s'étaient dotées les populations montagnardes (les syndicats des vallées) livrent le pays aux riches et au tourisme.

#### A propos de la vocation

##### touristique

Ces dernières années, on a découvert une soi-disant vocation naturelle du pays basque au tourisme. L'État, par l'intermédiaire de la MIACA, investit des milliards et les dessous de table ne sont pas très jolis.

Laissant bergers et petits paysans dans la misère, des centaines de millions sont engloutis à Iraty. Dans les eaux du port de Saint-Jean, dansent les beaux bateaux de plaisance tandis que crèvent les pêcheurs. L'État et les capitalistes ont mis notre pays à sac, l'ont livré aux spéculateurs fonciers et aux marchands de tourisme. Ils ont défiguré et abîmé notre belle culture populaire, notre langue en une marchandise stéréotypée... On sont passés les 20 à 30 milliards de profits réalisés annuellement par le tourisme dans le pays basque ! Certainement pas dans la poche des saisonniers qui travaillent 15 h par jour pour des miettes.

**Herrian bizi,  
Herrian Lana!**

**Nous voulons  
vivre et  
travailler au  
pays!**

Ce n'est pas par des promesses, ni par les « contrats du pays » tardivement et démagogiquement accordés à quelques cantons, que les problèmes de la région seront résolus, mais par la lutte !

#### LES LUTTES POUR LA SURVIE DE LA VALLÉE, POUR LA DÉFENSE DE LA LANGUE BASQUE

C'est dans les vallées du pays basque intérieur que le chômage se fait de plus en plus sentir. Ici, la moindre place qui saute, le moindre licenciement est dramatique. Jusqu'à ces dernières années, la contestation avait difficilement pénétré jusque là. Maintenant la classe ouvrière s'organise, se syndique (union locale de Saint-Palais) et mène des luttes, comme à Banca et Lur Berri. Petits paysans et bergers se mobilisent. Unis à la jeunesse, ils refusent la misère et l'exode. Les pétitions circulent dans la vallée comme à Baigorry et les signatures

(Suite page 7)



Pêcheurs en lutte. Les CRS contre le peuple

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978



Manifestation de soutien aux Ikastolak.

(Suite de la page 6)

ont recueillies village par village : 233 jeunes ont signé pour vivre et travailler au pays. Un meeting a ensuite rassemblé 500 personnes. Mais la vague s'est faite plus puissante encore quand l'État s'est avisé de s'attaquer aux Ikastolak (école maternelle basque) : 3 500 personnes se sont réunies à Bayonne le premier octobre 1977 et ont fait échouer l'entreprise gouvernementale.

## DANS LA PAYSANNERIE

Depuis quelque temps, ça bouge de plus en plus. La petite et la moyenne paysannerie est entrée dans la lutte et son mouvement s'amplifie. L'affaire d'Ihoidy a été le tournant. Les petits et moyens paysans se sont unis pour faire échec à l'expulsion du meunier. Pour la première fois, la lutte a montré son efficacité. Dans les cantons de Saint-Jean-Pied-de-port, Lirissary, Barcus, les paysans se mobilisent pour faire échec aux spéculateurs. Récemment, une trentaine de paysans, appuyés par le comité de défense Sagaspia, ont labouré et ensemencé les terres d'une exploitation convoitée. Mais les luttes ont aussi eu lieu

contre les monopoles laitiers tel Roquefort et contre les maquignons (vente directe d'agneaux à Bayonne et à Pau).

Le 26 mai dernier, plus de 500 bergers sont descendus à Bayonne pour faire entendre leurs voix et réclamer l'indemnisation de leurs troupeaux endommagés par une maladie grave : l'agalaxie.

Lentement, mais inexorablement, la paysannerie se met en marche. Les petits paysans dénoncent le fossé qui les séparent des paysans nantis. Ils s'organisent et créent le syndicat de classe dont ils ont tant besoin. L'unité avec la classe ouvrière se renforce, notamment, elle s'est réalisée dans la lutte de Pechiney-Noguère et celle récente de Lur Berry.

## DANS LA CLASSE OUVRIERE

La classe ouvrière régionale, concentrée dans la région de Bayonne, est la principale victime de la crise.

Les mouvements et les luttes sont constants. L'esprit de lutte des forgerons du Boucau s'est maintenu malgré la transition des révisionnistes et s'est propagée à la jeunesse. Quand Biarritz-shoes a été

liquidée par son patron, Belbis (un gaulliste de gauche), la résistance a été opiniâtre. Dans le bâtiment, de nombreuses et sévères luttes ont eu lieu ; les travailleurs de l'hôpital, les ouvriers agricoles de chez Gaboriau qui ont tenu tête pendant quatre mois à un patron de choc, ont mené des luttes très dures et très radicales de même que leurs camarades de la SABB ; grèves avec piquets et occupation renouant avec les meilleurs traditions de la classe ouvrière.

C'est dans la métallurgie que la classe ouvrière est la plus concentrée et lutte principalement. Des grèves agitent ce secteur en permanence. Les plus marquantes ont eu lieu à Breguet-Dassault, aux Fonderies de Mousserolles, en décembre 1975, pendant un mois ; dernièrement, à la MAB, où en plein plan Barre, les travailleurs, par leur grève unie et dure, imposent la 5e semaine de congés payés, l'embauche progressive des intérimaires, le retour aux 40 h sans perte de salaire.

C'est dans tout ce secteur que le jeune Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) s'édifie au cœur des luttes et reconstitue les organisations de lutte de classe du prolétariat : les cellules d'entreprises.

## Les forces politiques

Le pays basque est traditionnellement dominé par les secteurs de la bourgeoisie la plus réactionnaire, chiraquienne, giscardienne ou centriste et clérical, voilà trop longtemps qu'ils règnent en maîtres. Les médecins réactionnaires se sont servis de tout leur poids social pour grimper les échelons et s'en mettre plein les poches. Tel Grenet qui a profité de sa situation d'élu pour se réserver l'exclusivité de traitements spéciaux contre le cancer qui lui rapportent de coquettes sommes. Il réprime aussi sauvagement tout essai d'organisation syndicale dans sa clinique. Tel Marie, nouveau maire de Biarritz et candidat sortant RPR qui symbolise bien toute la crapulerie de la classe qu'il représente.

Le PS est une nouvelle force présente depuis dix ans seulement, dont les rangs sont surtout constitués de la petite bourgeoisie intellectuelle locale. Elle brigue ambitieusement la gestion des affaires, s'ouvre avec opportunisme vers la classe ouvrière, se dit volontiers féministe ou régionaliste. Il se veut le parti du changement. En fait de changement : rien que des vieilles idées et souvent les mêmes personnes repeintes à neuf. La tête de liste est Destrad au profil de bon technocrate régional.

L'EHAS est le Parti socialiste basque, favorable à l'autonomie du pays basque et à la création de coopératives ouvrières et paysannes pour freiner l'exode. Présent lors des municipales dans les rangs de l'Union de la gauche, il s'en est écarté surtout après l'affaire des Ikastolak que le PC n'a pas soutenues.

Le PCF est hégémonique dans les municipalités de Tarnos et de Boucau, qui est la plus vieille municipalité PCF de l'Etat français.

Au nord de Bayonne, la zone Boucau-Tarnos, a connu par son passé des luttes classe contre classe souvent très dures, notamment les travailleurs des Forges de l'Adour.

Mais le PCF a changé.

Ne voit-on pas le maire de Tarnos, André Maye, pourtant ancien militant des forges se comporter comme le dernier des patrons (blâmes, mises à pied pour le personnel communal). Lors du conflit Gaboriau, ce même Maye refuse aux grévistes de faire une collecte à la fête locale du PCF, leur disant qu'il ne laissait pas même entrer le marchand de glace alors qu'il ne pouvait pas faire d'exception !

## Qu'est devenu le parti des forgerons rouges du Boucau?

Eux qui jadis ont affronté avec des rasoirs la cavalerie venue les réprimer.

Ceux qui ont tant de fois par leurs grèves et leurs actions fait trembler bourgeois et capitalistes.

Ceux qui ont organisé les métayers du bas Adour et dirigé de nombreuses manifestations paysannes, drapeau rouge en tête, en chantant l'Internationale et « lous pique Talosse ». La gangrène révisionniste l'a gagné et ces dernières années il s'est tristement illustré par la trahison plus ou moins ouverte des luttes telle que Gaboriau ou celle des Fonderies de Mousserolles.

Il est aussi à la racine des exclusions de militants syndicalistes combattifs et des militants de la CGT : citons le secrétaire du bâtiment démis de ses fonctions, 2 délégués CGT des fonderies ainsi que d'autres que ce soit à Socadour ou à la SML. Mais cela n'a servi qu'à le démasquer un peu plus aux yeux des masses.



Manifestation des métallos de la Fonderie de Mousserolles.

## Redonner confiance

La campagne des marxistes-léninistes aura pour objectif de redonner confiance à la classe ouvrière et à la jeunesse travailleuse de cette région particulièrement pressurée par le capitalisme.

Les principaux axes seront :

- La lutte contre le fatalisme devant la fermeture des entreprises en montrant que le capitalisme, c'est le chômage, et qu'il ne sera supprimé que par la destruction du capitalisme.

- Armer politiquement la jeunesse pour qu'elle refuse l'exode.

- L'écho des luttes qui enrichissent l'expérience de toute la classe ouvrière, et l'activité des marxistes-léninistes au niveau des entreprises.

- L'indépendance des organisations syndicales et de masse par rapport aux partis de gauche.

- Affirmation des aspirations du peuple basque à sauvegarder sa culture et sa langue contre la bourgeoisie, qui se montre aussi chauvine qu'elle soit de droite ou de gauche.

Herrian Lana, Herrian Bizi  
(nous voulons vivre et travailler au pays)

## Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Maribel Ocana est la candidate titulaire. Elle habite Saint Jean de Luz. Mariée. Deux enfants.

Monitrice dans une maison d'enfants « inadaptés ».

Depuis 4 ans, elle mène la lutte avec les travailleuses de « L'enfant roi » à Hendaye, qui l'ont élue déléguée du personnel. Cet établissement à but commercial est dirigé par un patronat archi-réactionnaire, couvert par la préfecture et les notables locaux. (On chuchote à Hendaye que Chaban-Delmas aurait du pognon dans l'affaire).

A « L'enfant roi », tout est bon pour le patron pour se faire du fric :

- Les conditions de travail sont scandaleuses ;

- Economies sur la nourriture des enfants qui ont des conditions d'hébergement déplorables (plusieurs accidents ont eu lieu)

Les enfants en très grand nombre d'origine algérienne, subissent le racisme, y compris les mauvais traitements.

Actuellement la CDES menace de fermer la boîte.

Maribel dans sa section syndicale impulse la mobilisation contre les licenciements en développant la démocratie prolétarienne.

Sa pratique et sa détermination l'ont conduite à exercer d'importantes responsabilités dans son syndicat départemental.

Pachon Victor est candidat suppléant - 28 ans - marié - 1 enfant - instituteur - il habite Bayonne.

Ses parents, ouvriers, étaient membres du parti communiste espagnol. Après avoir mené la lutte contre le fascisme en 1936, ils se sont réfugiés en France.

Depuis 1968, Victor Pachon a popularisé dans la région les idées marxistes-léninistes et la lutte contre le révisionnisme, d'abord de manière inorganisée puis dans un groupe local. Il a rejoint fin 1974, avec le cercle marxiste-léniniste de Bayonne, les rangs des communistes marxistes-léninistes. Il mène également un combat syndical conséquent.

Par ailleurs, il a fortement contribué à faire connaître dans la région les réalisations du peuple chinois, notamment à la suite de deux voyages en Chine, effectués en 72 et 74.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

RESOLUTION DU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

## Sur le travail du Parti dans la classe ouvrière

Déjà le Parti communiste marxiste-léniniste de France, avait réuni en juillet 1976 une conférence nationale entièrement consacrée aux problèmes de la classe ouvrière. Le 3e Congrès du même parti a confirmé et enrichi la ligne de cette instance. Le PCMLF est en train de se renforcer considérablement dans la classe ouvrière et nous sommes

Pour écraser la bourgeoisie et bâtir une société socialiste, la classe ouvrière doit s'organiser dans son parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Édifié dans la lutte contre le révisionnisme moderne, le parti a reconstitué l'État-major de combat de la classe ouvrière.

En juillet 1976, la Conférence nationale ouvrière du PCMLF a réaffirmé l'importance pour le parti de s'enraciner dans la classe ouvrière et a précisé les orientations générales de son action.

La contradiction fondamentale et principale de la société capitaliste parvenue à son stade monopoliste d'État depuis 60 ans, est constituée par l'opposition irréductible entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

La bourgeoisie capitaliste et impérialiste et tous ceux qui entendent perpétuer son système, constituent l'ennemi fondamental du prolétariat révolutionnaire de France, prolétariat international composé de travailleurs français et immigrés. Ce sont les bourgeois capitalistes, les patrons, les banquiers, les grands propriétaires fonciers et leur personnel politique, qui détiennent l'État et le pouvoir. Ils élaborent, déterminent et fixent les lois et règlements instituant la légalité capitaliste, c'est-à-dire l'exploitation du travail de l'immense majorité de la population pour le profit maximum d'une minorité. Ce sont eux qui exploitent encore nombre de colonies, les prétendus DOM-TOM, et de néo-colonies.

C'est dans l'entreprise que s'exerce l'impitoyable exploitation de la classe ouvrière. Celle-ci s'est encore aggravée du fait de la crise générale mondiale que connaît le capitalisme. Mais c'est aussi là que le prolétariat révolutionnaire de France, au cours de la lutte acharnée qu'il mène contre tous les exploités, forgera son armée de prolétaires, son parti communiste, qui est un élément indispensable à la révolution prolétarienne, indispensable à la lutte pour la destruction de l'État bourgeois, instrument de la dictature de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la classe ouvrière aspire à des changements profonds de ses conditions d'existence, elle rejette l'exploitation, l'oppression capitalistes au travers de ses luttes. De plus en plus nombreux sont les ouvriers qui aspirent au socialisme.

Cette seule volonté de changement ne suffit pas. Ce sont les exploités, les opprimés qui, par leur lutte contre l'exploitation, imposeront les changements auxquels ils aspirent.

Les ouvriers de notre pays prennent de plus en plus conscience aujourd'hui qu'il existe des obstacles au développement de leur lutte. Ces obstacles sont le révisionnisme moderne et le réformisme.

Le révisionnisme moderne est à l'origine de l'existence et du développement d'une ligne politique de trahison qui sème les illusions au sein de

la classe ouvrière.

Cette ligne, c'est le Programme commun, programme bourgeois qui repose sur une unité électorale des deux formations bourgeoises dites de gauche, PS et PCF, dont les projets politiques de gestion du capitalisme sont opposés.

Les illusions sont les deux idées suivantes : il n'est pas nécessaire d'abattre l'État bourgeois pour instaurer le socialisme ; les élections peuvent éviter la lutte révolutionnaire, violente, contre la bourgeoisie et permettre à la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

Chaque ouvrier doit savoir que licenciements, chômage, inflation, hausse des prix, injustices sociales de toute nature et autres méfaits sont des conséquences inéluctables du système capitaliste, ils expriment l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière et des autres couches sociales laborieuses par la bourgeoisie détentrice de l'État et de tous les pouvoirs. Ils ne disparaîtront pas avec une éventuelle victoire de l'Union de la gauche, mais seulement par la destruction complète du capitalisme et donc aussi par la dénonciation des dirigeants de cette prétendue « gauche » comme tenants d'une ligne :

- De trahison des intérêts des masses populaires au profit de leurs propres intérêts.
- De division qui désarme la classe ouvrière et permet aussi à la bourgeoisie de droite comme de gauche de maintenir la dictature de la bourgeoisie et son système d'exploitation.

C'est dans la lutte contre la bourgeoisie impérialiste française que les masses prendront conscience de la trahison des dirigeants réformistes et révisionnistes et qu'elles rejettent le Programme commun et la dite Union de la gauche. C'est dans cette lutte que la grande majorité des adhérents du PCF et du PS, à qui nous devons fournir tous les éléments qui facilitent cette prise de conscience, rejetteront leurs dirigeants et rejoindront les rangs des hommes et des femmes qui luttent pour l'instauration du socialisme.

Ce combat pour la révolution socialiste doit prendre en considération la juste lutte contre les entreprises hégémoniques des deux super-puissances et notamment le social-impérialisme, danger principal en Europe. La classe ouvrière doit prendre conscience du rôle révolutionnaire qu'elle a dans la lutte pour l'indépendance nationale. Car dans les conditions actuelles de la dictature de la bourgeoisie, la lutte pour l'indépendance de notre pays, si elle n'est pas dirigée par la classe ouvrière, servirait les intérêts de la bourgeoisie impérialiste française.

Etre à la tête des masses et diriger les luttes populaires, voilà le mot d'ordre qui doit conduire l'activité de

convaincus que la constitution ultérieure d'un Parti marxiste léniniste unique répondra définitivement et intégralement aux intérêts des travailleurs de notre pays. Voici, d'ores et déjà, la très importante résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France « sur le travail du parti dans la classe ouvrière ».

l'avant-garde de la classe ouvrière et de son parti.

Ces luttes populaires, qui sont l'expression de l'opposition irréductible de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise, sont celles qui vont permettre au prolétariat de préparer la destruction du système d'exploitation. Ces luttes ne devront négliger aucun terrain, qu'il soit économique ou politique, elles devront permettre une élévation du niveau de conscience politique des masses, tant sur la nature de la bourgeoisie au pouvoir que sur les dirigeants révisionnistes et réformistes.

Le travail du parti doit permettre à l'ensemble de la classe ouvrière de reprendre son mot d'ordre de lutte : CLASSE CONTRE CLASSE.

RECONSTRUIRE L'UNITÉ IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE EN TANT QUE CLASSE REVOLUTIONNAIRE DIRIGEANTE

Le révisionnisme a détruit cette unité à laquelle avait travaillé le PCF à une époque où il développait une ligne fondamentale prolétarienne. C'est au PCMLF ainsi qu'à tous ceux et toutes celles qui militent sur des positions authentiquement marxistes-léninistes qu'incombe cette immense responsabilité historique de reconstruire l'unité de la classe ouvrière sur d'authentiques bases de classe.

L'unité idéologique et politique de la classe ouvrière est indispensable à son combat pour le socialisme. C'est sur la base de la lutte de classe que se fera cette unité. Ce travail à l'unité impose une ferme attitude de classe contre la bourgeoisie de droite et de gauche et une attitude correcte au sein des masses en vue de les convaincre et les persuader par la dis-

cussion, non par la contrainte.

RENFORCER LE PCMLF ET RAFFERMIR SES LIENS AVEC LA CLASSE OUVRIERE

Le PCMLF doit œuvrer à l'unification politique et organisationnelle, selon le principe unité-critique-unité, de tous ceux et de toutes celles qui se réclament du marxisme-léninisme, de tous les groupes ou partis se réclamant du marxisme-léninisme et qui, particulièrement dans les entreprises, mènent un juste combat de classe. L'édification d'un authentique parti communiste de combat dépend de notre capacité à unir toutes ces forces.

Le PCMLF doit s'attacher à rassembler en son sein tous les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière qui luttent pied à pied contre l'exploitation et qui rejettent la ligne de trahison du parti révisionniste français et du Parti socialiste. Le PCMLF ne gagnera la confiance de ces militants qu'à la condition de prendre résolument la tête des masses et des luttes classe contre classe, et qu'à la condition d'être un authentique instrument de la reconstruction de l'unité de classe de la classe ouvrière pour la réalisation de ses aspirations fondamentales.

C'est dans les cellules d'entreprise, détachements organisés du parti et états-majors de combat, que l'avant-garde du prolétariat doit se rassembler. Ces cellules d'entreprise ont pour tâche la direction du combat de classe économique et politique, l'éducation politique des masses et la direction de la lutte politique au sein des organisations de masse. Elles ne pourront réaliser ces tâches qu'à la condition d'être à l'écoute des masses et d'être liées à elles, et de développer une activité qui leur soit propre touchant l'ensemble des travailleurs.



A Malichaud (Orléans) au printemps 1976, la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France de l'entreprise participa activement à la grève qui dura dix jours pour les augmentations de salaire et les conditions de travail.